

TRADUCTION

F. 88 — 1833

1^{er} OCTOBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la création, la modernisation et l'agrandissement d'établissements hôteliers

L'Exécutif de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 25 janvier 1988 portant octroi de primes en vue de promouvoir la création, la modernisation et l'agrandissement d'établissements hôteliers;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif compétent en matière de finances, donné en date du 25 août 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Président de l'Exécutif, Ministre communautaire du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}, § 1. La prime visée à l'article 2 du décret du 25 janvier 1988 portant octroi de primes en vue de promouvoir la création, la modernisation et l'agrandissement d'établissements hôteliers est attribuée aux conditions suivantes :

1. Le demandeur doit être propriétaire ou locataire de l'hôtel. Dans ce dernier cas, un contrat de location d'une durée d'au moins neuf ans doit avoir été signé au moment de l'introduction de la demande.

2. En cas de modernisation ou d'agrandissement, les travaux doivent servir à améliorer le confort des hôtes ou à augmenter la capacité d'accueil de l'établissement.

3. Les travaux doivent être entrepris au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année précédant l'année budgétaire pendant laquelle la demande a été introduite; ils doivent être entrepris au plus tard le 31 décembre de l'année suivant l'année budgétaire à laquelle ressortit la prime.

4. Le coût des travaux ne peut être inférieur à 200 000 francs.

§ 2. La prime n'est pas octroyée pour l'achat d'un bien immobilier.

§ 3. La prime n'est pas octroyée pour l'achat de mobilier.

§ 4. Lorsque les travaux sont déjà subsidiés par l'Etat ou la Région, aucune prime n'est octroyée.

Art. 2. La demande d'octroi de la prime est adressée à l'Administration de la Communauté germanophone.

A la demande devront être joints tous les documents utiles et notices explicatives et notamment :

— une description des travaux et les plans y afférents;

— trois devis détaillés;

— le cas échéant, une copie du permis de bâtir;

— la preuve du titre de propriété ou le contrat de location ayant encore une durée de neuf ans à courir;

— le cas échéant, une attestation par laquelle le propriétaire déclare accepter les travaux ainsi que les vérifications visées à l'article 6, ou, à défaut d'une attestation autorisant les travaux, la copie certifiée conforme du jugement passé en force de chose jugée en tenant lieu;

— une copie de l'autorisation prévue à l'article 1^{er} du décret du 25 janvier 1988 portant octroi de primes en vue de promouvoir la création, la modernisation et l'agrandissement d'établissements hôteliers, ou le cas échéant, une copie de la demande d'autorisation;

— un plan de financement détaillé

Au cas où le demandeur n'a pas encore sollicité l'autorisation visée à l'alinéa 2, sixième tiret, il doit s'engager par écrit à en faire la demande. Cette demande doit, en tout cas, être introduite au plus tard à la fin des travaux.

Art. 3, § 1. L'Exécutif détermine, pour chaque demande, le montant de la prime qui est de trente pour cent du coût des travaux ou acquisitions visés à la demande, sur base du devis le moins élevé et avec un maximum de deux millions de francs.

Il peut fractionner la prime et fixer la date du paiement de chaque fraction.

§ 2. La prime n'est octroyée qu'après achèvement des travaux ou après les achats et sur présentation des pièces justificatives de dépenses, et à condition que le bénéficiaire de la prime ait reçu l'autorisation visée par la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers.

§ 3. La prime est versée au propriétaire ou au locataire qui finance lui-même les travaux ou les acquisitions.

§ 4. Le solde de la prime est versé au nouveau propriétaire ou au nouveau locataire qui s'engage à terminer les travaux ou les acquisitions visés dans l'arrêté d'octroi de la prime.

Art. 4. Le bénéficiaire de la prime doit rembourser la prime proportionnellement à la période restant à courir d'un terme de neuf ans à compter à partir de la date de la demande, au cas où l'affectation du bâtiment a été changée ou si l'autorisation visée par la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers a été retirée.

Pour garder la prime, le bénéficiaire doit signer un engagement correspondant à la formule jointe au présent arrêté.

Art. 5. Aucune nouvelle prime ne peut être accordée pour un même établissement hôtelier avant l'expiration d'un délai de neuf ans après le versement de la prime ou de la dernière fraction de la prime.

Art. 6. Le demandeur doit permettre à l'Administration de la Communauté germanophone d'opérer des vérifications sur place.

Art. 7. Le décret du 25 janvier 1988 portant octroi de primes en vue de promouvoir la création, la modernisation et l'agrandissement d'établissements hôteliers entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Eupen, le 1^{er} octobre 1988.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone :
Le Président de l'Exécutif, Ministre communautaire du Tourisme,
J. MARAITE

ANNEXE

Engagement à signer par le bénéficiaire de la prime

Le soussigné
déclare par la présente avoir reçu de la Communauté germanophone, section Tourisme, la somme de
intervention dans le coût des dépenses relatives

et affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions des décrets et arrêtés de la Communauté germanophone.

Il s'engage dès lors à rembourser conformément à l'article 4 la prime proportionnellement aux sommes perçues si des infractions sont constatées et si l'affectation signalée dans le décret n'est pas respectée jusqu'à la date du

Il déclare qu'il n'a reçu aucune note de crédit sur les factures qu'il a produites et qu'il transmettra immédiatement à l'Administration de la Communauté germanophone de telles notes de crédit, actuelles ou futures.

Il prend également connaissance des dispositions suivantes de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions :

« Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention :

1. qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;
2. qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;
3. qui met obstacle au contrôle (...).

Etabli à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} octobre 1988.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone :
Le Président de l'Exécutif, Ministre communautaire du Tourisme,
J. MARAITE

VERTALING

N. 88 — 1833

1 OKTOBER 1988. — Besluit van de Executieve houdende regeling van de toekenning van premies om de schepping, de modernisering en de vergroting van hotelinrichtingen te bevorderen

De Exekutieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 januari 1988 houdende toekenning van premies om de schepping, de modernisering en de vergroting van hotelinrichtingen te bevorderen;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve, bevoegd tot de financiën, gegeven op 25 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Voorzitter van de Executieve, Gemeenschapsminister van Toerisme;

Besluit :

Artikel 1. § 1. De premie bedoeld in artikel 2 van het decreet van 25 januari 1988 houdende toekenning van premies om de schepping, de modernisering en de vergroting van hotelinrichtingen te bevorderen wordt op de volgende voorwaarden toegekend :

1. De aanvrager moet eigenaar of huurder van het hotel zijn. In dit laatste geval moet een huurverdrag met een duur van tenminste negen jaar bij het indienen van de aanvraag voorhanden zijn.

2. In het geval van een modernisering of vergroting moeten de werken ertoe dienen, het comfort van de gasten of het opnemingsvermogen van de inrichting te verhogen.

3. De werken mogen ten vroegste op 1 januari van het jaar uitgevoerd worden dat het jaar voorafgaat tijdens hetwelke de aanvraag ingediend werd; zij moeten ten laatste op 31 december van het jaar uitgevoerd worden dat het begrotingsjaar volgt waarin de premie is aangerekend.

4. De kosten van de werken mogen niet minder dan 2000 000 F bedragen.

§ 2. De premie mag niet voor de aankoop van een onroerend goed toegekend worden.

§ 3. De premie mag niet voor de aankoop van meubels toegekend worden.

§ 4. Indien de werken reeds door de Staat of het Gewest gesubsidieerd worden, wordt de premie niet toegekend.

Art. 2. De aanvraag tot toekenning van de premie wordt aan de Administratie van de Duitstalige Gemeenschap gericht.

Alle nodige documenten en uitleggingen moeten aan de aanvraag toegevoegd worden en inzonderheid :

- een beschrijving van de werken met de bijbehorende plannen;
- drie gedetailleerde kostenramingen;
- eventueel een afschrift van de bouwvergunning;
- het eigendomsbewijs of het huurverdrag dat nog een duur van negen jaar te lopen heeft;
- eventueel een attest waarmee de eigenaar verklaart de werken alsmede de in artikel 6 bedoelde controles te aanvaarden, of, bij gebrek aan een attest waardoor de werken toegestaan worden, een eensluitende afschrift van het in kracht van gewijsde gegaan vonnis dat als attest geldt;
- een afschrift van de vergunning bedoeld in artikel 1 van het decreet van 25 januari 1988 houdende toekenning van premies om de schepping, de modernisering en de vergroting van hotelinrichtingen te bevorderen of eventueel een afschrift van de aanvraag tot vergunning;
- een gedetailleerd financieringsplan.

Indien de aanvrager de vergunning bedoeld in het tweede lid, zesde streepje, nog niet aangevraagd heeft, verplicht hij er zich schriftelijk toe deze vergunning aan te vragen. In elk geval moet die vergunningsaanvraag ten laatste bij de beëindiging van de werken ingediend worden.

Art. 3. § 1. De Executieve legt voor iedere aanvraag op basis van de laagste kostenraming het premiebedrag vast dat 30 % van de kosten voor de in de aanvraag bedoelde werken en aanschaffingen bedraagt en ten hoogste twee miljoen frank kan belopen.

Zij kan de premie per fracties toekennen en de datum voor de betaling van elke fractie vastleggen.

§ 2. De premie wordt slechts uitbetaald na beëindiging van de werken of na de aanschaffingen, na het voorleggen van de bewijsstukken van de uitgaven en op voorwaarde dat de premieontvanger de in de wet van 19 januari 1963 houdende statuut van de hotelinrichtingen bedoelde vergunning gekregen heeft.

§ 3. De premie wordt aan de eigenaar of aan de huurder uitbetaald die de werken of de aanschaffingen zelf financiert.

§ 4. Het saldo van de premie wordt aan de nieuwe eigenaar of aan de nieuwe huurder uitbetaald die er zich toe verplicht, de in het besluit houdende toekenning van de premie bedoelde werken of aanschaffingen te beëindigen.

Art. 4. De premieontvanger moet de premie evenredig met de nog te verstrijken tijd van een periode van negen jaar te rekenen vanaf de datum van de aanvraag terugbetalen indien de bestemming van het gebouw veranderd werd of indien de in de wet van 19 januari 1963 houdende statuut van de hotelinrichtingen bedoelde vergunning onttrokken werd.

Om de premie te behouden moet de ontvanger een verbintenis ondertekenen die met het aan dit besluit toegevoegde model overeenstemt.

Art. 5. Vóór het verstrijken van een periode van negen jaar na de uitbetaling van de premie of van de laatste fractie van de premie kan voor eenzelfde hotelinrichting geen nieuwe premie toegekend worden.

Art. 6. De aanvrager moet de Administratie van de Duitstalige Gemeenschap toestaan ter plaatse controles uit te voeren.

Art. 7. Het decreet van 25 januari 1988 houdende toekenning van premies om de schepping, de modernisering en de vergroting van hotelinrichtingen te bevorderen treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Gemeenschapsminister bevoegd tot het Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 1 oktober 1988.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :
De Voorzitter van de Executieve, Gemeenschapsminister voor Toerisme,

J. MARAITE

AANHANGSEL

Verbintenis te ondertekenen door de ontvanger van een premie

De ondergetekende
erkend van de Duitstalige Gemeenschap, sektor Toerisme, het bedrag van
als tussenkomst in de kosten betreffende

.....
gekregen te hebben en bevestigt kennis te hebben genomen van alle bepalingen van het decreet en van het besluit van de Duitstalige Gemeenschap.

Derhalve verbindt hij zich ertoe de premie overeenkomstig artikel 4 evenredig terug te betalen indien overtredingen vastgesteld worden en de in het decreet vermelde bestemming niet tot
vervuld wordt.

Hij verklaart dat hij geen credietnota gekregen heeft bij de door hem ingediende rekeningen en dat hij zulke tegenwoordige of toekomstige credietnota's zonder uitstel aan de Administratie van de Duitstalige Gemeenschap zal toezenden.

Hij neemt ook kennis van de volgende bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen :

« Is gebonden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage, de toelagetrekker :

1. die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage verleend werd;
2. die de toelage niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij verleend werd;
3. die de (...) controle verhindert ».

Gedaan te, op

Ondertekening.

Gezien om aan het besluit van 1 oktober 1988 toegevoegd te worden.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter van de Executieve, Gemeenschapsminister voor Toerisme,
J. MARAITE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 17 augustus 1988 wordt, met ingang van 1 juni 1989, aan de heer Houben, R.J.H.L., directeur, eervol ontslag uit zijn functies verleend.

Het is belanghebbende vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Administration de la Marine et de la Navigation intérieure Démission honorable

Par arrêté royal du 17 août 1988, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er juin 1989, à M. Houben, R.J.H.L., directeur.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de son grade.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 oktober 1988 dat in werking treedt op 23 oktober 1988 is aan de heer Ruiters, D., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Borgloon.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 10 oktober 1988 is de heer Dirix, E., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 20 oktober 1988.

Bij koninklijk besluit van 12 oktober 1988 is de heer Verhaeghen, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, aangewezen tot het ambt van beslagrechter in deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 20 oktober 1988.

Bij koninklijk besluit van 10 oktober 1988 is de heer Detry, B., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 20 oktober 1988.

Bij koninklijke besluiten van 12 oktober 1988 is de vrijstelling als bedoeld in artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek verleend aan :

- Mevr. Jeanmart, Y., raadshere in het Hof van Cassatie;
- de heren Peene, C. en Du Pan, P., raadsheren in het arbeidshof te Gent.

Bij koninklijk besluit van 10 oktober 1988 is de heer Eloi, A., politiecommissaris te Anderlues, aangewezen om de procureur des Konings bij te staan in de uitoefening van zijn ambt bij de politierechtbank voor het gerechtelijk arrondissement Charleroi.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 octobre 1988 entrant en vigueur le 23 octobre 1988 est acceptée la démission de M. Ruiters, D., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Looz.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 10 octobre 1988, M. Dirix, E., juge au tribunal de première instance d'Anvers, est désigné aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 20 octobre 1988.

Par arrêté royal du 12 octobre 1988, M. Verhaeghen, J., juge au tribunal de première instance de Bruges, est désigné aux fonctions de juge des saisies à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 20 octobre 1988.

Par arrêté royal du 10 octobre 1988, M. Detry, B., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Mons, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 20 octobre 1988.

Par arrêtés royaux du 12 octobre 1988 la dispense prévue par l'article 306 du Code judiciaire est accordée à :

- Mme Jeanmart, Y., conseiller à la Cour de cassation;
- MM. Peene, C. et Du Pan, P., conseillers à la cour du travail de Gand.

Par arrêté royal du 10 octobre 1988, M. Eloi, A., commissaire de police à Anderlues, est désigné pour assister le procureur du Roi dans l'exercice de ses fonctions près le tribunal de police, pour l'arrondissement judiciaire de Charleroi.